

## **Espionnage des salariés chez Ikea : «Ils ont enquêté sur ma famille et ma compagne»**

Ancien délégué syndical, Adel Amara a été la cible d'une surveillance illicite au sein du magasin de Franconville (Val-d'Oise).



L'enseigne d'ameublement est accusée d'avoir rédigé de véritables dossiers sur certains employés dont elle estimait qu'ils pouvaient lui nuire. (Illustration) AFP/Jeff Pachoud

Par Louise Colcombet

Le 22 mars 2021 à 06h21

Il s'est longtemps rassuré en se disant qu'il était « parano ». Quand le scandale de la surveillance illicite chez Ikea a éclaté, menant ce lundi l'entreprise devant le tribunal correctionnel de Versailles, Adel Amara a compris qu'il ne l'était peut-être pas tant que ça : il a découvert, dans un audit interne daté d'avril 2010 saisi par la justice, qu'il faisait l'objet d'un plan d'action spécifique pour le « sortir » de l'entreprise.

Délégué syndical au magasin de Franconville (Val-d'Oise) et titulaire d'un mandat européen, Adel Amara avait lancé quelques semaines plus tôt un mouvement de grève qui avait fait tâche d'huile et touché une dizaine de magasins en France. « La direction m'avait prévenu qu'elle me le ferait payer, se souvient-il. Mais j'étais loin d'imaginer un truc pareil, en France! »

## **Décrit comme un déséquilibré alcoolique et drogué**

Cet audit, destiné à casser la dynamique syndicale, le désigne en effet comme la cible à abattre : « Son absence de longue durée ou définitive (...) ramènerait le magasin à un niveau plus rationnel de gestion sociale. » Dans ce document édifiant long de 56 pages, il est décrit tout autant comme un « leader charismatique » qu'un déséquilibré capable de rentrer en « transe ». « Adel Amara souffre à l'évidence de problématiques psychotiques », est-il écrit.

Il est également soupçonné d'être alcoolique et drogué. « L'observation de son comportement laisse penser qu'il utilise préférentiellement de la cocaïne », affirme ce document, qui préconise de mettre en place « une enquête discrète et complète afin de définir ses moyens d'existence et les trafics ou violences auxquels il se livre peut-être ».



Adel Amara a découvert que l'entreprise évoquait un «piège juridique à mettre en place» pour l'évincer. Radio France/Maxppp/Corinne Audouin

Les rapports sont alors très tendus avec la direction qui décide de le « marquer », comme préconisé dans le rapport. « C'était des provocations tous les jours, pour me faire sortir de mes gonds et me pousser à la faute. » A l'époque, Adel Amara se sent également épié : « J'avais des gens qui restaient garés pendant des heures en bas de mon immeuble, un vigile qui m'a suivi jusque dans Paris... »

Il y a aussi une taupe au magasin, une caissière, dont il découvrira qu'elle a été embauchée pour enquêter discrètement sur l'équipe et sur ses activités syndicales. « Quand on arrivait en réunion, la directrice savait déjà tout », se souvient-il encore. « Le pire, c'est que je l'ai défendue pour obtenir un CDI, et quand je lui ai annoncé qu'on l'avait obtenu, elle n'en voulait plus. Sur le moment, je n'ai rien compris... Je ne pouvais pas deviner que c'était une espionne ! »

## **Le commissariat complice ?**

Dans l'audit, qui suggère de retourner sa compagne pour en faire un « levier d'action », il est également question d'un « piège juridique à mettre en place » pour le « sortir légalement ». Or Adel Amara a bel et bien été licencié et condamné pour « harcèlement » envers ses collègues et sa hiérarchie. Ce qu'il a contesté devant les tribunaux, en vain.

« L'enquête a eu lieu au commissariat d'Ermont, souligne-t-il. Or on sait aujourd'hui qu'ils avaient des liens privilégiés avec le responsable sécurité du magasin de Franconville. Il y a quand même un policier qui m'a demandé *d'arrêter d'embêter Ikea* et m'a conseillé d'arrêter le syndicalisme... », dénonce Adel Amara, qui parle de « méthodes dignes de la Russie »

## **«J'ai eu peur pour ma vie»**

« Quand tout a éclaté, poursuit-il, je n'en n'ai pas dormi pendant des semaines. Ils ont enquêté sur ma famille, ma compagne. Tout ça parce qu'on avait fait une grève ! A un moment, je me suis demandé jusqu'où ça pouvait aller. Quand j'ai vu que des policiers, des personnes des renseignements généraux et d'anciens barbouzes étaient impliqués, j'ai eu peur pour ma vie.

Quand j'attendais le métro, par exemple, je me tenais le plus loin possible du quai : c'est vite fait d'être bousculé et de tomber sur les rails... »